CADRE COMMUN SUR LES FILETS SOCIAUX SAISONNIERS AU NORD MALI

BULLETIN D'INFORMATION – MARS 2015

EN BREF

BÉNÉFICIAIRES ATTEINTS :
- 39749 ménages
- 42 562 enfants de 0 à 23 mois
- 25 586 femmes enceintes et allaitantes (FEFA)

ACTIVITÉS :
- Transferts monétaires inconditionnels
- Distribution Alimentaire Générale (DAG)
- Nutrition : Blanket feeding et sensibilisation nutritionnelle

ZONES D'INTERVENTION :
- 74% des communes Gao
- 45% des communes de Tombouctou
- 31% de taux de couverture des ménages

PÉRIODE DE MISE EN ŒUVRE
- avril 2014 à mars-mai 2015

BUDGET
- 10 millions d'Euros
- Financement ECHO

SOMMAIRE

- Qu'entend-t-on par filets sociaux ?
- Pourquoi des transferts d'argent au Nord du Mali?
- Innover pour plus d'efficacité : le modèle du CCFS au Nord Mali
- Les principales réalisations
- Les résultats obtenus
- La transition entre l'intervention d'urgence et le développement (visée LRRD)

ACTUALITÉS

- Evaluation de la sécurité des systèmes semenciers dans les régions de Gao et Tombouctou en partenariat avec la FAO et le cluster sécurité alimentaire
- Etude rétrospective conjointe (Programme national sur les filets sociaux JIGISEMEJIRI, CCFS et Coopération Suisse) des processus de ciblage des ménages vulnérables au Mali
- Etude de capitalisation des pratiques et des expériences du CCFS
- Enquêtes de suivis post-distribution (2ème et 3ème transfert) .

EVÈNEMENT

Du 24 au 25 mars 2015

Atelier de formation des agents des structures étatiques partenaires du CCFS sur les outils de suivi-évaluation, l'approche de ciblage y compris le système redevabilité du CCFS

L'atelier est co-organisé par la Direction Régionale du développement Social et de l'Economie Solidaire de Tombouctou (DRDSES).

Distribution de cash sur le site de Moudakane, commune de Taboye (Gao)

QU'ENTEND-T-ON PAR FILETS SOCIAUX ?

Les filets sociaux appelés aussi « filets de sécurité sociaux », « transferts sociaux » ou « assistance sociale », **évoquent l'ensemble des mesures mises en place pour soutenir les franges de la population les plus pauvres, les plus vulnérables et exclues de la croissance économique.**

Les transferts sociaux institutionnalisés sont financés par des fonds publics et destinés à promouvoir et soutenir le développement social national. *Ils sont réguliers, prévisibles et non contributifs*[1] . *Quand aux transferts* humanitaires ils viennent généralement en compléments aux premiers pendant des pics de crise, pour aider les populations à faire face à une situation de déficit alimentaire et nutritionnel, d'érosion de leurs moyens d'existence et à faire moins recours aux stratégies de survie dommageables[2].

POURQUOI DES FILETS SOCIAUX AU NORD DU MALI ?

Suite à la crise politico-militaire et à la mauvaise campagne agricole de 2013 la situation humanitaire s'est fortement dégradée dans le nord du Mali. L'état de la sécurité alimentaire était devenu particulièrement préoccupant. Le rapport EFSA de juillet 2013 faisait état de taux d'insécurité alimentaire sévère et modérée à Gourma Rharous et à Tombouctou (93% et 78% respectivement). Par ailleurs, la situation nutritionnelle était classée par l'OMS comme «sérieuse» dans toute la région de Gao, l'enquête SMART de mai 2013 faisant état d'une prévalence de la MAG de 13,5 %. Cette situation critique a été à la base d'une série de réflexions au sein des ONG intervenant dans les zones les plus durement touchées par la crise. Celles-ci ont abouti à la mise en place d'un cadre de réponse urgente commune, selon une logique devant aider les populations non seulement à faire face a leurs besoins immédiats de base, mais aussi à investir dans des biens productifs pour générer des revenus et amorcer un processus de relèvement. L'action du CCFS a donc démarré dans un contexte d'urgence mais dans une visée de transition vers le développement durable (LRRD). **Son objectif principal est de poser les bases de la résilience pour plus de 40 000 ménages très pauvres au nord du Mali.**

Distribution alimentaire, site de Chambou, commune de Banikane (Tombouctou)

[1]Transferts ne demandant pas de cotisation financière du bénéficiaire

[2] Source: Commission Européenne, document de Référence Nr. 14: Résumé- Les transferts sociaux dans la lutte contre la faim - Un instrument de référence pour les praticiens du développement, Avril 2012, http://capacity4dev.ec.europa.eu/t-and-m-series/document/document-de-r%C3%A9f%C3%A9rence-nr-14-r%C3%A9sum%C3%A9-les-transferts-sociaux-dans-la-lutte-contre-la-faim-un-i

INNOVER POUR PLUS D'EFFICACITÉ : LE MODÈLE DU CADRE COMMUN SUR LES FILETS SOCIAUX SAISONNIERS (CCFS) AU NORD MALI

L'initiative du CCFS lancée en avril 2014 est donc une action conjointe menée par une plateforme de 5 ONG internationales (Action Contre la Faim, Conseil danois pour les refugiés, Handicap International, OXFAM et Solidarités internationales) et financée par la Commission Européenne à travers la Direction Générale Aide humanitaire et Protection civile (Echo) sur une période de 12 mois à 15 mois.

L'action collective est sous-tendue par la mise en œuvre d'approches pilotes **devant aboutir au développement, à la documentation et au partage d'un modèle de filets sociaux saisonniers avec l'ensemble des acteurs (objectif spécifique)**

L'ESSENCE DE L'APPROCHE EN BREF

- Une seule logique d'intervention pour les 05 projets (objectifs et résultats communs)
- Un dénombrement exhaustif de la population et un ciblage participatif pour atteindre les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables
- Une diversité d'actions réfléchies priorisant la couverture des besoins immédiats des bénéficiaires tout en restant dans une logique d'appui à la reconstruction de leurs moyens d'existence
- L'alignement des interventions sur les périodes clés de la campagne agricole (filets sociaux saisonniers) pour mieux cibler les besoins des populations et influencer positivement sur des comportements de survie préjudiciables. Des distributions d'argent et de vivres:
  - Pendant la pré-soudure dans le but d'encourager l'investissement dans les actifs productifs pour préparer la campagne agricole
  - Pendant la période de soudure pour favoriser l'accès à la nourriture et permettre aux bénéficiaires de travailler sur leurs propres exploitations agricoles
  - Et pendant la post-soudure pour protéger les récoltes, donc limiter leurs ventes à vil prix par les ménages
- La conception et l'harmonisation d'outils et de méthodologies pour l'exécution des actions
- La capitalisation des pratiques et expériences dans le but d'apprendre des acquis et de partager les outils et les leçons tirées avec l'ensemble des acteurs, dans la perspective d'une réplication de l'action avec des objectifs à plus long terme.
- La mise en œuvre de l'ensemble des opérations dans un cadre d'échanges réguliers et dynamiques, animés par un comité exécutif (chefs de missions des ONG) et un comité technique (coordinateurs sécurité alimentaire au niveau national et chefs de projets sur le terrain), favorisant l'apprentissage réciproque et la synergie d'action.

- L'appui de ressources humaines mutualisées pour renforcer la coordination, le plaidoyer, la mise en œuvre des actions communes et l'harmonisation des outils.

Depistage dans le cadre du blanket feeding au niveau du CSREF de Rharous (Tombouctou)

Distribution de suppléments alimentaires pour les FEFA, site de Benguel, commune de Rharous

Distribution de cash, site de Bori, commune de Lafia (Tombouctou)

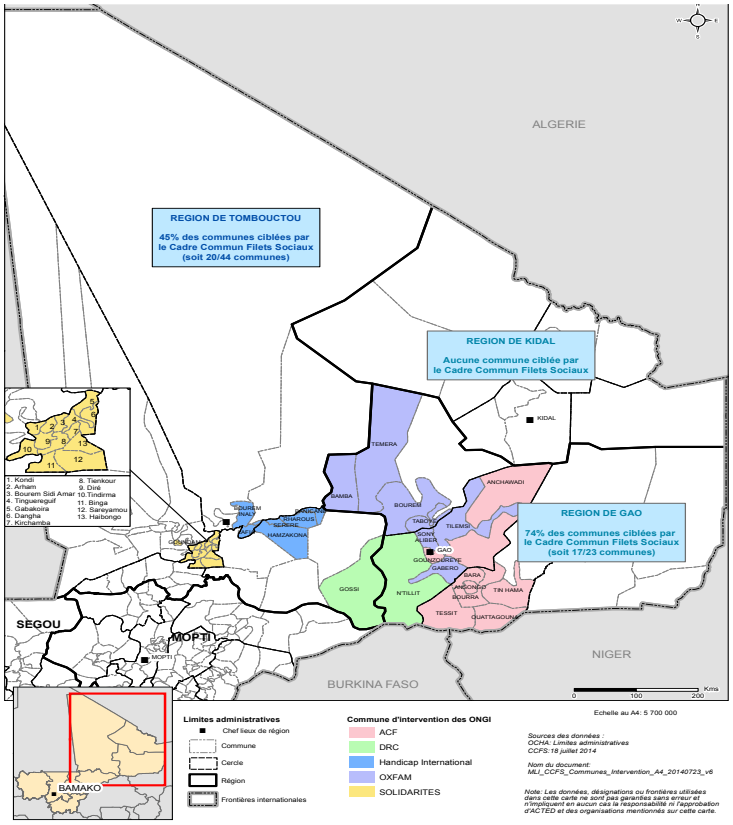
LES ZONES D'INTERVENTION

Une large couverture des régions d'intervention

- 02 régions
- 37 communes
- 40 000 ménages cîblés
- 350 000 personnes

Transferts d'argent et de coupons via :

- une institution de micro finance (04 ONG/05 et 65% des communes d'intervention),
- des commerçants (02 ONG/05)
- par téléphonie mobile (01 ONG/05)



Distribution des membres du CCFS selon les communes d'intervention

LES PRINCIPALES RÉALISATIONS

- La conception, l'harmonisation et l'application d'outils pour le dénombrement exhaustif, les études de base, les enquêtes de suivi post-distribution et la capitalisation d'expériences.
- Le dénombrement exhaustif des populations dans les zones d'intervention via du porte à porte
- La constitution d'une base de données de l'ensemble des ménages et d'une base de données compilée des bénéficiaires du projet
- La réalisation d'un ciblage basé sur l'approche Economie des Ménages (HEA) et d'un ciblage communautaire pour garantir le consensus sur les ménages bénéficiaires ;
- La mise en place de comités de gestion des plaintes pour mieux prendre en compte les erreurs d'inclusion et d'exclusion pendant le processus de ciblage
- L'organisation de deux ateliers sur la problématique sécuritaire
- L'organisation d'un atelier de capitalisation sur les filets sociaux à Bamako et de deux ateliers de capitalisation sur les expériences du CCFS dans les régions de Gao et Tombouctou
- La mise en œuvre des activités de transferts monétaires, de distribution de vivres et des séances de sensibilisation sur l'hygiène et les bonnes pratiques nutritionnelles

QUELQUES CHIFFRES CLÉS :

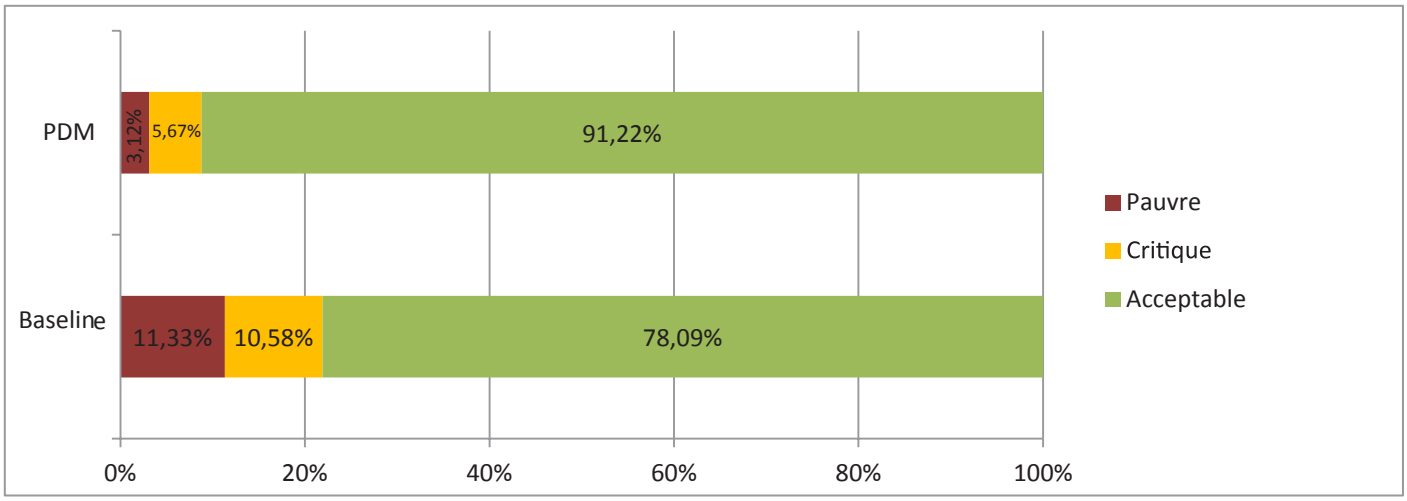
- 100.000 FCFA transférés par ménage, soit l'équivalent de 1/3 du revenu total d'un ménage très pauvre en année normale.
- 39 749 ménages pauvres sur les 40000 ménages ciblés ont bénéficié des transferts, (taux de réalisation de 99%), 24% de la population ont profité de l'action.
- 58 131 personnes ont été sensibilisées à l'hygiène et aux bonnes pratiques nutritionnelles

LES RÉSULTATS OBTENUS

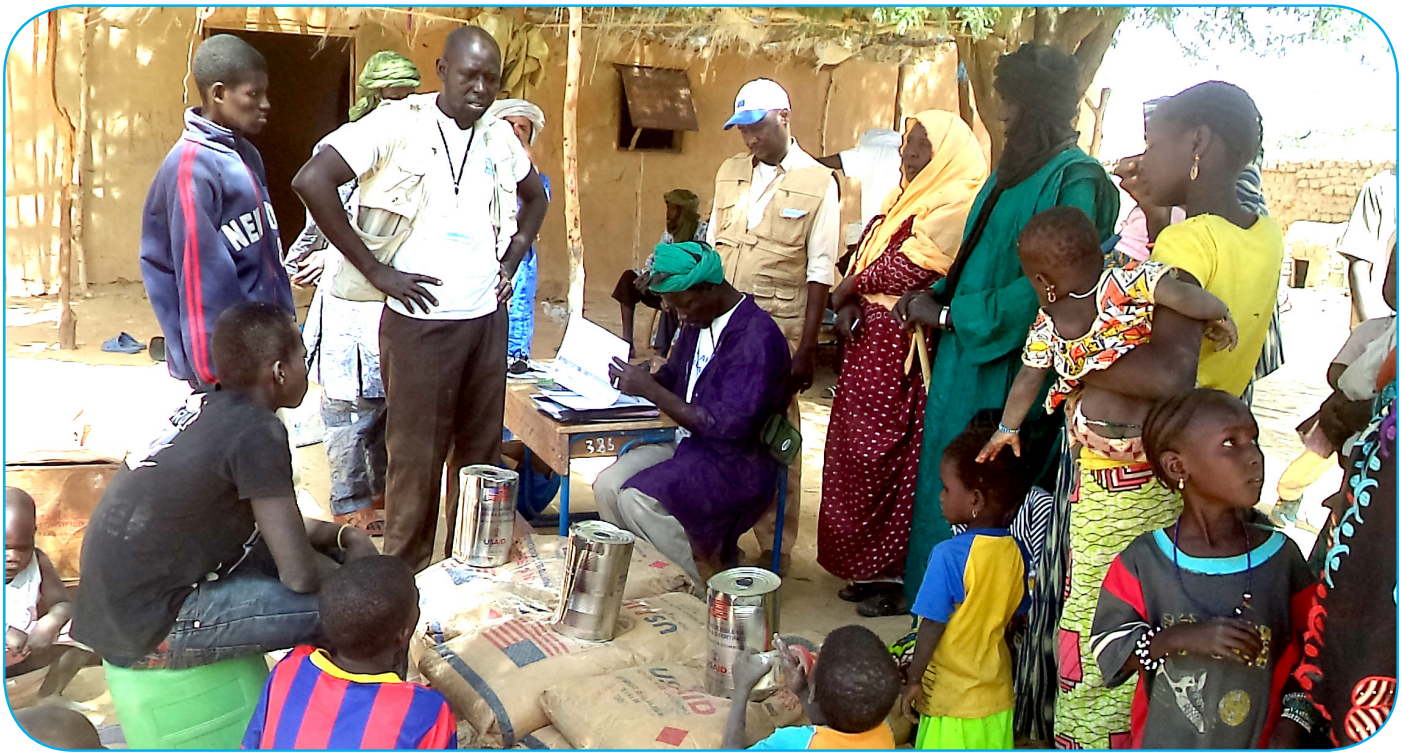
Les enquêtes de suivi post distribution (PDM) réalisées en grande partie pendant la période de post-soudure (environ un mois après le premier transfert) ont permis de relever des tendances positives, qui seront affinées grâce aux résultats des PDM en cours et de l'évaluation finale de l'intervention prévue en Juin 2015.

Des effets ont été observés à plusieurs niveaux :

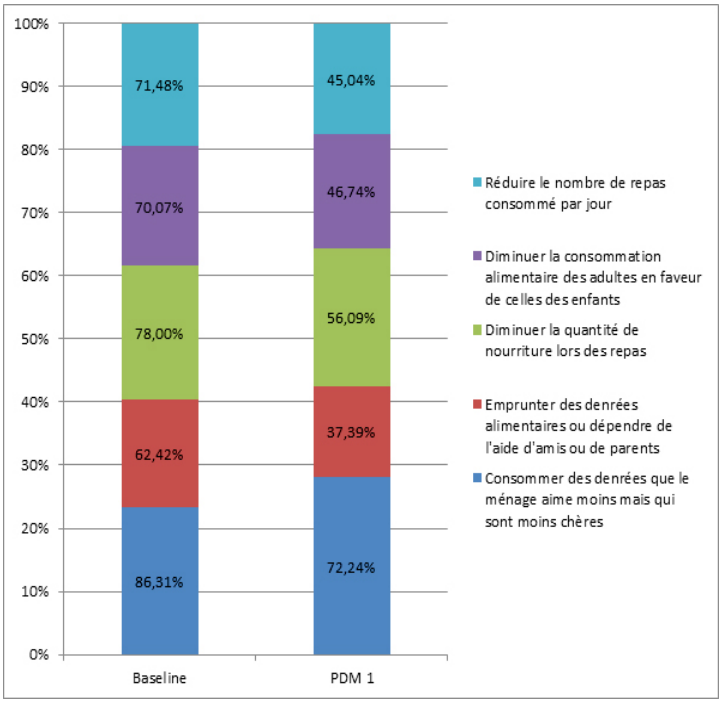
Une augmentation de 13 points de la part des ménages avec un score de consommation alimentaire acceptable (SCA). Ce changement traduit une amélioration de la consommation alimentaire en termes de qualité/diversité de l'alimentation et de richesse nutritionnelle des denrées consommées. Le niveau élevé des données de référence collectées en période de soudure (78,09% des ménages avec un SCA acceptable), comparables aux chiffres de l'ENSAN (74,8%) s'explique par les distributions alimentaires du PAM, du CICR et du CSA qui étaient en cours pendant cette période dans la zone . Pour ce qui concerne la quantité d'aliments consommés, la part des ménages ayant pu couvrir les besoins énergétiques journaliers minimum de 2100 kcal a augmenté de 5 points pendant la même période.



Graphique 1 : Répartition des ménages selon le SCA



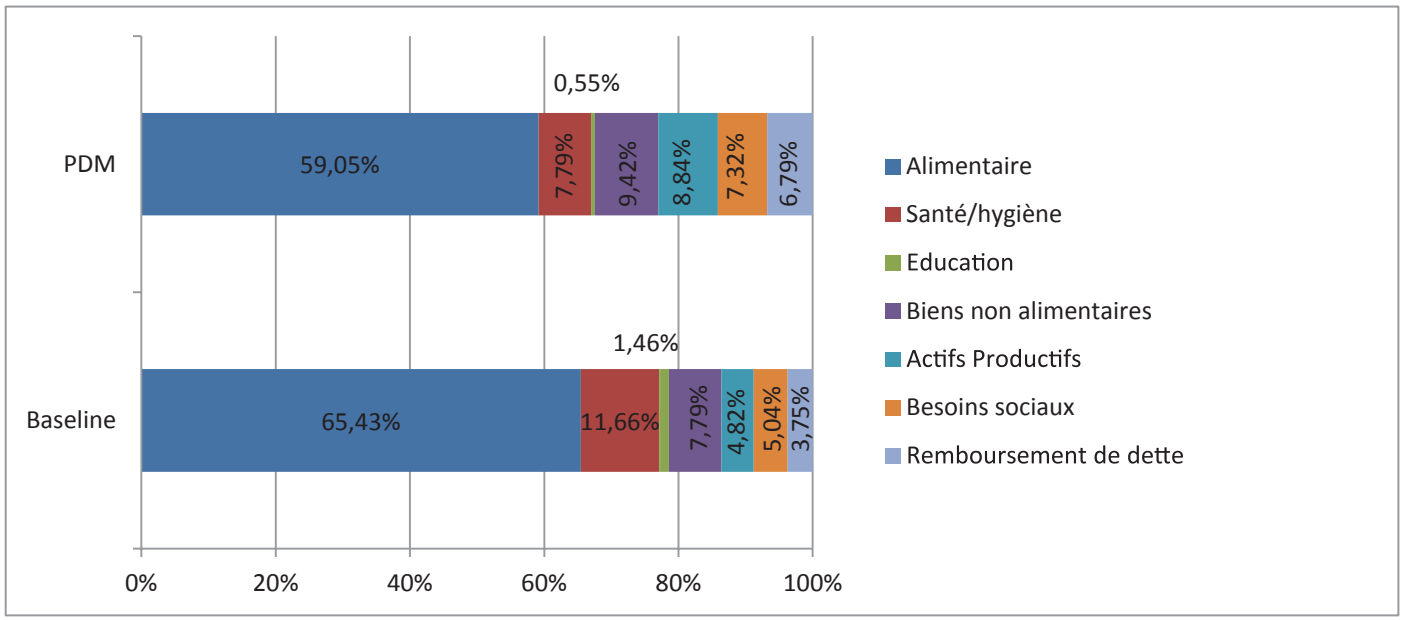
Distribution de suppléments alimentaires pour les FEFA, site de Gourzougueye, commune de Barnikane (Tombouctou)



- Un recul du pourcentage des ménages ayant recours à des comportements nuisibles pour faire face à leur déficit de nourriture ou au manque d'argent pour s'en procurer. L'adoption de stratégies d'adaptation néfastes aide généralement les ménages à survivre lorsque leurs moyens de subsistance habituels sont perturbés suite à un choc. Le CSI réduit a connu une baisse de 67% passant de 20,70 à 7,11.

Graphique 2 : Répartition des ménages selon les stratégies d'adaptation utilisées

- **Une diminution de la part du revenu global des ménages destinée aux dépenses alimentaires et à la santé au profit, entre autres, de l'achat de biens non alimentaires, de l'investissement dans les biens productifs et du désendettement.** Toutefois, l'alimentation reste le premier poste de dépense des ménages avec 52, 79% des fonds du premier transfert monétaire.



Graphique 3 : Répartition du revenu global des ménages par postes de dépenses

- Environ 50% des ménages ont acquit des actifs productifs liés a leur moyens d'existence suite au premier transfert, améliorant ainsi leur capacité productive.

NB : si l'impact des interventions antérieures et la collecte d'une partie des données du PDM pendant la post soudure ont pu biaiser positivement ces résultats, les effets de l'action ont pu de l'autre côté été limités par : i) le faible alignement des calendriers de distribution sur les périodes clés de la campagne agricole comme prévu dans la conception du projet et ii) l'allocation par les ménages de plus de la moitié de l'argent reçu à l'alimentation. **Un respect strict de la saisonnalité des transferts combiné à des rations alimentaires plus adaptées à la taille des ménages (en moyenne 8 au lieu de 6) auraient sans doute conduit à des effets plus marqués.**

Globalement, la prédisposition des ménages à se désendetter, à investir dans des actifs productifs de même que l'amélioration observée dans la qualité de l'alimentation sont des facteurs témoignant de l'incidence positive de l'action sur la reconstitution des capacités de résilience des bénéficiaires. Cette dynamique devrait être soutenue par des actions de mitigation en 2015 pour valoriser les acquis de 2014 et pérenniser les tendances d'effets observés au sein des ménages.

LA TRANSITION ENTRE L'INTERVENTION D'URGENCE ET LE DÉVELOPPEMENT (VISÉE LRRD)

Comme évoqué dans la définition des transferts sociaux, la mise en œuvre des programmes de filets sociaux relève du rôle régalien de l'État. Dans certaines situations de crise, les ONG sont amenées à se substituer à l'État pour venir en aide aux populations vulnérables et « préparer le terrain » pour des interventions plus durables de type filets sociaux institutionnalisés. Dans le cas du CCFS,la facilitation de cette transition qui devrait se traduire par une collaboration étroite avec les structures techniques centrales et déconcentrées en charge de la protection sociale, a été limitée par l'absence et/ou la faible fonctionnalité de ces structures au Nord du pays pendant les périodes clés de la mise en œuvre de l'action.

La visée LRRD a été mise en avant sur le terrain à travers le choix des activités du projet, qui devait aider les ménages bénéficiaires à atteindre leur seuil de survie d'une part et de renforcer leur capacité de résilience d'autre part. Au niveau stratégique, malgré les difficultés susmentionnées, un cadre de travail et de collaboration a été mis en place avec les structures/programmes nationaux pour la pérennisation des acquis et des effets de l'action:

- La participation du CCFS à la relecture des textes de Protection sociale pour appuyer l'intégration des filets sociaux ;
- L'accord de coopération en cours de préparation entre les 05 ONG du CCFS et la Direction Nationale du Développement Social (DNDS) en vue de la passation de la base de données du dénombrement exhaustif de la population des zones d'intervention ;
- La future contribution du CCFS, à travers cette base de données, à la construction d'un registre unifié national piloté présentement par le programme national sur les filets sociaux JIGISEMEJIRI (financé par la Banque mondiale et le Gouvernement du Mali) ;
- La redynamisation des Comités Régionaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD) dans les zones d'intervention ;
- La signature de protocoles d'entente entre les 03 ONG membres du CCFS présentes à GAO et la DRDSES pour le partage d'information, le renforcement des capacités et la supervision des opérations par les agents de la DRDSES pendant les opérations de transferts ;
- La participation de différentes structures techniques aux ateliers de capitalisation des expériences du CCFS à Gao et Tombouctou ;

Distribution de cash, site de Tondibi, commune de Taboye (Gao)

Distribution de cash, site de Bia, commune de Taboye (Gao)

ACRONYMES UTILISÉES :

ACF : ONG Action Contre le Faim-Espagne

CCFS : Cadre Commun sur les Filets Sociaux

CICR : Comité International de la Croix Rouge

CROCSAD : Comités Régionaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement

CSA : Commissariat à la Sécurité Alimentaire

CSI : Indice des stratégies d'adaptation / survie)

DAG : Distribution Alimentaire Générale

DNDS : Direction Nationale du Développement Social

DRC : ONG Conseil Danois pour les Réfugiés

DRDSES : Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire

ECHO : Direction Générale Aide humanitaire et Protection civile

EFSA : Evaluation de sécurité alimentaire au Nord du Mali

ENSAN : Enquête sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Enquête SMART : Enquête Nutritionnelle Anthropométrique et de Mortalité Rétrospective

FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

FEFA : Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes

HEA : Analyse de l'économie des ménages

LRRD : Associer l'Aide, la Réhabilitation et le Développement

MAG : Malnutrition Aiguë Globale

OMS : organisation Mondiale de la Sante

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PAM : Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies

PDM : Enquête de suivi Post Distribution

SCA : score de consommation alimentaire

Pour plus d'informations :
Contacter
Oxfam GB, ACI 2000 /Commune IV de Bamako (Mali) derrière la bibliothèque Nationale
Bamako- Mali, BP: 209 - Tel.: 20 21 08 05/44 90 01 34 - Fax: 20 21 62 60
Email: oxfambamako@oxfam.org.uk
Ou consulter le site
http://www.confedmali.net/dounkafa

Aide Humanitaire
et Protection Civile